

198 et, en avril 1923, ce chiffre s'était élevé à \$17,544,061, soit une augmentation de plus que 3 millions \$. Le commerce du Canada pendant le mois d'avril 1922 a été estimé à \$80,347,495, consistant en \$47,695,454 d'importations et \$32,652,041 d'exportations.

Notre commerce pour le mois d'avril 1923 s'est monté à \$122,509,396, comprenant \$68,-181,320 valant d'importations et \$54,328,076 d'exportations, en augmentation sur l'ensemble de \$42,161,901. C'est l'équivalent de la moitié du commerce total de l'année dernière.

Les compensations aux banques, au mois d'avril 1922, atteignaient le chiffre de \$1,213,-021,399; au mois d'avril 1923, elles montent à \$1,267,520,018, soit une augmentation dans ce seul mois de \$54,498,619.

Les dépôts aux banques, autre baromètre de la prospérité ou de l'adversité, montaient pour les mois de janvier, février et mars 1922, à \$1,184,703,596; pour janvier, février et mars 1923, à \$1,218,295,721, en augmentation de \$33,592,125 pour les trois mois.

Le mouvement de l'immigration est encore faible, mais il marque aussi une progression sur les quatre premiers mois de 1922 qui ont fourni 16,774 immigrants, par comparaison avec 22,240 dans les quatre premiers mois de 1923, soit 32½ p. 100. Et l'immigration ne fait que commencer cette année.

Il a été plusieurs fois question du chômage. Le département du Travail a préparé des chiffres sur la main-d'œuvre disponible au premier mai 1922. L'indice est à 83.3; le premier mai 1923 l'indice atteint 91.44.

Ces données statistiques montrent la situation de notre commerce, des épargnes populaires, de la main-d'œuvre occupé, et donnent une idée parfaite du progrès national d'une façon beaucoup plus éloquente que n'importe qu'elles paroles pourraient le faire. Si j'ai un conseil à donner à nos adversaires, c'est qu'au lieu d'exagérer les difficultés présentes, ils devraient plutôt insister sur l'aspect encourageant de notre situation.

Je terminerai d'un mot sur les propositions budgétaires du ministre des Finances. Il faut remercier la Providence d'avoir conservé à la direction de notre politique financière l'homme distingué que j'ai l'honneur d'avoir pour voisin de siège.

M. MACLEAN (York-Sud): Monsieur l'Orateur, dans la vallée d'York, où je demeure il y a un vieux chemin de colon qui existe depuis cent ans. Il passe au pied d'une haute colline abrupte entièrement couverte d'arbres. Elle ne reçoit pas les rayons du soleil, et depuis les origines cette hauteur porte le nom de Greenland. La neige n'y fond jamais au printemps. Il y a à mi-côte deux

éclaircies par où le vent souffle continuellement, comme je l'ai dit, les colons l'ont baptisée Greenland.

En écoutant tout à l'heure l'honorable député de Brome (M. McMaster) sur les hauteurs de la droite, et après lui le chef du Gouvernement, je me suis souvenu d'une parole de Goldwin Smith qui connaissait bien la politique anglaise comme la politique canadienne. Il a dit:

A great deal of the time of the public men of Canada is devoted to the respective amount possessed by each of the doubtful virtue of consistency.

On a beaucoup parlé de logique dans le cours de cette séance; on en a parlé longuement hier et les jours précédents. Mais ma pensée n'a pas quitté mon collègue du Greenland parlementaire.

A l'égard de l'attitude prise par le premier ministre, je puis bien dire qu'étant conservateur et partisan d'un régime qui rendrait le Canada capable de se suffire à lui-même, j'ai été particulièrement heureux d'entendre le ministre parler comme il l'a fait. Il s'est déclaré protectionniste et prêt à favoriser l'établissement d'industries utiles en Canada. Malgré cela, les populations de l'Ouest et celles des Provinces maritimes, la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, demeurent avec leurs griefs nés de la guerre, et elles nous demandent de prendre les mesures nécessaires pour assurer leur progrès.

Je profiterai de la discussion du budget pour aborder certaines questions d'intérêt public. Pour le moment je me contenterai de me déclarer à la fois contre le projet de budget et contre l'amendement, sachant que plusieurs membres désirent prendre le train pour rentrer chez eux à l'occasion du congé de demain, je profiterai des quelques minutes mises à ma disposition pour examiner un ou deux sujets qui intéressent le public.

Je dirai tout d'abord que le plus grand réseau ferré du monde est celui dont les contribuables canadiens sont les seuls actionnaires: les chemins de fer nationaux canadiens.

Le deuxième plus grand chemin de fer du monde aujourd'hui est le Pacifique-Canadien qui n'appartient pas au peuple canadien, mais qui a été largement subventionné par lui sous forme de concessions de terres, de législation et de primes et qui est la propriété d'une compagnie particulière. Ces deux lignes se font maintenant une certaine concurrence. L'une est une ligne qui appartient à l'Etat et l'autre appartient à une compagnie. La population de ma province, et en particulier celle de ma circonscription, croit fermement en la nationalisation. Non seulement nous avons notre part dans les chemins de fer nationaux: mais la province d'Ontario a un splendide réseau de chemins de fer dans le